Moyen-Orient : en attendant la nouvelle administration américaine

John McLaughlin
Traduction Cécile Tarpinian

Dans Politique étrangère 2016/2 Été , pages 11 à 22
Éditions Institut français des relations internationales

ISSN 0032-342X
ISBN 9782365674997
DOI 10.3917/pe.162.0011
Date de mise en ligne : 06/06/2016

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-2-page-11?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Moyen-Orient : en attendant la nouvelle administration américaine

John McLaughlin a été directeur adjoint de la Central Intelligence Agency (CIA) de 2000 à 2004. Il enseigne à l'université Johns Hopkins de Baltimore et conduit des recherches à la Johns Hopkins School of Advanced International Studies de Washington.

Traduit de l'anglais par Cécile Tarpinian.

Au-delà d'une histoire marquée par l'intervention des puissances, le Moyen-Orient est traversé aujourd'hui de conflits entrecroisant dimensions politiques, ethniques ou religieuses. Les États-Unis ne peuvent abdiquer leur *leadership* dans la région. La prochaine administration américaine devra donc se confronter au-delà de la question syrienne, à une multiplicité de problèmes, sans imaginer qu'ils pourraient se résoudre d'un coup, et redéfinir le réseau de ses partenariats dans la région.

politique étrangère

Depuis la chute de l'Empire ottoman après la Première Guerre mondiale, le Moyen-Orient n'a jamais eu à subir autant de changements, de violences et d'incertitudes qu'aujourd'hui. Alors que les tensions accumulées cristallisaient dans l'éruption du printemps arabe de 2011, Henry Kissinger eut ce commentaire : « Ce n'est que la scène un de l'acte un d'une pièce en cinq actes. » Avant d'élaborer des scénarios pour la scène ou l'acte suivants, et pour déterminer quelle pourrait être l'approche des dirigeants américains, il faut prendre quelque recul, et examiner la région dans un cadre élargi.

Le contexte stratégique

Sidérés par les événements contemporains, nous avons tendance à oublier à quel point le Moyen-Orient a été façonné par des forces externes depuis que F. Picot et M. Sykes ont tracé sur une carte les lignes délimitant certaines des nouvelles frontières moyen-orientales voici exactement un siècle.

De fait, les États-Unis et d'autres grandes puissances ont longtemps étroitement lié leur influence dans la région à leur propre sécurité, et ses ressources à leur santé économique – convictions qui se sont manifestées à maintes reprises après la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début de la guerre froide.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Durant la guerre froide, la compétition directe entre grandes puissances au Moyen-Orient s'est traduite par un jeu à somme nulle entre les États-Unis et l'Union soviétique, qui cherchaient à garantir leur influence et à pérenniser leurs entrées dans la région. Alors que de vraies guerres éclataient en Asie – en Corée ou au Vietnam –, Américains, Russes, ainsi que de nombreux gouvernements européens continuaient à voir dans le Moyen-Orient l'arène d'une compétition se jouant dans les relations avec l'Égypte, la Syrie, l'Irak, l'Iran et la Libye, dans les ventes d'armes et les conflits israélo-arabes.

Après la fin de la guerre froide, l'approche des puissances majeures à l'égard du Moyen-Orient s'est faite plus diversifiée et plus fluide, par nécessité ou par choix. Dans les premières années post-guerre froide, la Russie et la Chine, sans négliger le Moyen-Orient, se concentrent sur leurs transformations internes – la première passant d'une économie planifiée à la libre entreprise, la seconde absorbant les réformes de Deng Xiaoping pour aller vers l'économie de marché, et la purge des sympathisants de Tiananmen. Débarrassée de la rivalité américano-soviétique, l'Europe tente alors de rebâtir ses rapports traditionnels avec le Moyen-Orient, tout en approfondissant l'intégration au sein de l'Union européenne (UE) et en préparant l'adhésion des anciens satellites soviétiques. Pour sa part, Washington s'attache à consolider sa position post-guerre froide en Europe (avec la réunification de l'Allemagne dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord [OTAN] par exemple), à construire une nouvelle relation avec la Russie et les anciens États soviétiques nouvellement indépendants, et à contrôler les conflits ethniques dans les Balkans. Washington est pourtant brutalement rappelée à une plus grande attention au Moyen-Orient avec la montée du terrorisme, en particulier après le 11 Septembre et le chaos qui suit l'invasion de l'Irak en 2003.

Entre-temps, la crise financière mondiale de 2008 a atteint la confiance dont bénéficiaient les États-Unis, y compris de la part de leurs partenaires moyen-orientaux. Dans le même temps, la Russie s'affirme, comme en témoigne l'occupation de parties du territoire géorgien en 2008 et ukrainien en 2013. Et la montée en puissance de la Chine apparaît de plus en plus comme un défi à la domination internationale des États-Unis.

Alors que les grandes puissances tentent de s'adapter à ces nouvelles dynamiques, le Moyen-Orient se trouve bousculé par trois phénomènes qui modifient l'aspect de la région et les termes de l'engagement des nations extérieures. La guerre en Irak divise les pays de la région et met à mal les relations entre les principales puissances extérieures. Puis l'extrémisme islamiste gagne du terrain, et sème la division entre les gouvernements sur la façon d'y répondre. Enfin, les printemps arabes déferlent sur la région,

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

bouleversant la gouvernance interne de nombreux pays, et renversant des personnalités et institutions qui jouaient le rôle d'intermédiaires entre gouvernements locaux et puissances extérieures depuis des années.

En bref, avec la fin de la guerre froide, la compétition entre grandes puissances au Moyen-Orient, pour la première fois depuis des décennies se détache de la lutte globale pour la domination. La région devient ainsi le principal laboratoire mondial où se teste un nouvel équilibre des puissances, probablement celui des décennies à venir. C'est dans cette zone qu'un nouveau « Grand Jeu » se met en place ; les premières manches ont commencé, que les grandes puissances s'y soient préparées ou non.

Tendances régionales transversales

Le Moyen-Orient d'aujourd'hui affiche une nouveauté aussi radicale que frustrante pour les dirigeants américains, avec l'emboîtement de conflits à plusieurs dimensions. Washington a certes fréquemment eu affaire par le passé à des éruptions localisées ou unidimensionnelles – qu'il s'agisse des *intifadas* palestiniennes ou du conflit entre Israël et le Hezbollah en 2006. Mais depuis 2011, les conflits voient leurs strates se multiplier et se fondre avec des tendances sociétales de long terme, pour produire un cocktail de tensions hautement explosif.

S'attachant d'abord au niveau sociétal, les analystes américains se sont longtemps inquiétés de voir la qualité de la gouvernance stagner loin derrière besoins et souhaits des populations. Si l'opinion arabe est difficile à mesurer et à interpréter, les études récentes les plus fiables montrent un solide attachement à la démocratie et une volonté forte d'en retirer des bénéfices économiques, telles la satisfaction des besoins fondamentaux ou l'éradication de la corruption[1].

Cela n'a rien pour surprendre dans une région dont la population est de plus en plus connectée aux médias sociaux, âgée aux deux tiers de moins de 30 ans, et où le chômage des jeunes tourne autour de 23 % – taux le plus haut du monde d'après les Nations unies[2]. Les systèmes éducatifs de la région sont inégalement adaptés au monde moderne, et les femmes ne se voient pas offrir les mêmes opportunités selon les pays. Les besoins et aspirations nés de cette situation n'ont pas été pris en compte par les gouvernements, et ont contribué à alimenter l'explosion du mécontentement dans de nombreuses zones de la région en 2011. Seule parmi les pays

1. Sur l'opinion publique arabe, voir M. Tessler, A. Jamal, M. Robbins, « New Findings on Arabs and Democracy », *Journal of democracy*, n° 4, 2012, disponible sur : <http://muse.jhu.edu>.
2. Voir « Youth Unemployment in Arab Region is Highest in the World: International Labour Organization », *Al-Arabiya*, février 2013, disponible sur : <http://english.alarabiya.net>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

touchés, la Tunisie n'a pas entièrement déçu les aspirations de sa population. Les autres pays se sont enferrés dans la guerre civile ou de nouveaux régimes autoritaires.

Les espoirs déçus ont donné naissance à la situation actuelle : la rencontre de six dimensions conflictuelles.

Les dimensions du conflit

Ces dimensions ne s'excluent pas mutuellement, mais chacune peut être examinée en elle-même.

En premier lieu, on peut évoquer l'âpre conflit entre Perses et Arabes, aujourd'hui écho des tensions séculaires qui les ont opposés. L'accord nucléaire conclu avec l'Iran sous la houlette de Washington, sans en être la cause première, a accru la suspicion et le ressentiment arabes (en particulier à Riyad) à l'égard de l'influence croissante de Téhéran. Cette situation a alimenté la guerre au Yémen, voisin d'une Arabie Saoudite convaincue que l'Iran se trouvait derrière une rébellion tribale houthie à l'origine du renversement du gouvernement d'Abd Rabbo Mansour Hadi soutenu par Riyad. Hadi était au pouvoir depuis le départ, en 2012, d'Ali Abdallah Saleh après des années de dictature.

Les Saoudiens sont tout aussi convaincus que l'Iran soutient la contestation et le terrorisme épisodique dans leurs provinces orientales, où la minorité chiite du pays est tenue pour sensible aux avances de Téhéran. Concernant l'accord sur le nucléaire iranien, Riyad doute de la volonté de Téhéran de coopérer, et craint que cet accord ne préfigure un rapprochement irano-américain qui réduirait la sécurité et l'influence saoudiennes dans la région.

Deuxième strate conflictuelle se superposant à la première, et compliquant les calculs américains : une division régionale d'échelle plus large entre sunnites et chiites, ces derniers partageant leur identité religieuse avec l'Iran. Si Téhéran est partie à ce conflit, ce dernier déborde la dimension arabo-perse, et oppose les unes aux autres tribus, milices et organisations terroristes dans toute la région. C'est particulièrement le cas en Irak, dont le principal problème politique, admet Washington, tient à l'échec d'un gouvernement dominé par les chiites à Bagdad à prendre en compte les revendications des tribus sunnites. Celles-ci représentent environ 20 % de la population et occupent des provinces importantes d'un point de vue stratégique, où l'État islamique (EI) a rencontré le plus de succès. Plus ce problème dure, et plus il est difficile de déloger l'EI de ses bastions irakiens.

Troisième dimension conflictuelle : l'affrontement, dans toute la région, entre les régimes en place et les groupes terroristes qui montent en

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

puissance. C'est le cas, évidemment, en Irak et en Syrie, où l'EI, bien que soumis à une pression croissante et perdant du terrain, continue à occuper des villes majeures et de larges bandes de territoire, et manœuvre désormais plus de 40 groupes djihadistes lui ayant prêté allégeance dans le monde[3]. Al-Qaïda et les groupes qui lui sont affiliés demeurent également actifs, représentant parfois la menace prédominante comme au Yémen. Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA), née du chaos de la guerre civile dans ce dernier pays, a manqué par deux fois de mener des attaques directes sur le sol américain (en 2009 et 2010), et continue à tenter d'y parvenir.

Quatrièmement, l'antagonisme fait rage entre et au sein des groupes terroristes eux-mêmes. Face aux succès remportés par Daech, Al-Qaïda s'efforce de reconquérir le *leadership* du mouvement djihadiste. Cette rivalité se joue principalement en Syrie, entre l'EI et la filiale d'Al-Qaïda du Front Al-Nosra. Mais des conflits éclatent également entre les groupes d'orientation sunnite et le Hezbollah, groupe chiite radical sponsorisé par l'Iran, qui jouit d'une influence considérable au Liban, et envoie des combattants en Syrie pour soutenir le régime de Bachar Al-Assad. Dans son combat contre ces deux groupes, Washington est confronté à un dilemme présent dans de nombreux choix du dossier syrien : nuire à l'un revient à aider l'autre.

Des conflits entre terroristes

Cinquièmement, tous ces conflits ont pour toile de fond l'opposition à peine voilée entre ceux que l'on pourrait appeler les modernisateurs et les traditionnalistes. Cette opposition s'est embrasée dans les premiers temps des printemps arabes, mais perdure sous la surface des événements. Elle s'est manifestée de façon dramatique en Égypte, celle-ci oscillant entre un gouvernement dirigé par les Frères musulmans légitimement élu mais mis en échec, et la restauration, sous l'égide d'Abdel Fattah Al-Sissi, d'un gouvernement quasi identique à celui de l'ère Moubarak auquel avaient mis fin les manifestations de 2011. Les réponses équivoques de Washington à ces changements – et son abandon ultime de Moubarak – ont beaucoup fait pour ébranler la confiance de ses alliés régionaux dans le *leadership* américain.

Ailleurs dans la région, les dirigeants ont largement réduit au silence les contestations potentielles, en augmentant fortement dépenses sociales, subventions et services publics. Mais cela ne constitue probablement qu'une solution provisoire, qui ne peut éliminer les tensions sous-jacentes. Les régimes concernés ne peuvent que repousser l'inéluctable.

3. Filiales de l'EI, voir sur : <http://intelcenter.com>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Sixièmement, les grandes puissances sont désormais attirées directement dans la mêlée, et présentes les armes à la main au Moyen-Orient. Les États-Unis cherchent à rassembler et à diriger une coalition de partenaires occidentaux traditionnels et d'alliés régionaux pour conduire des opérations militaires contre l'EI. Leur stratégie actuelle consiste à atteindre l'EI au moyen d'attaques aériennes, en soutien aux partenaires régionaux au sol, à éviter un déploiement américain majeur, tout en visant le groupe terroriste par des opérations limitées des Forces spéciales et en réduisant ses sources de financement par des moyens divers – objectifs que Moscou a généralement atteints. L'Iran participe au conflit en soutenant Assad, avec l'objectif complémentaire de protéger son mandataire au Levant, le Hezbollah – instrument de son influence dans la zone méditerranéenne.

La Chine se tient à l'écart du conflit, mais commence à estimer que ses intérêts sont engagés, après des années d'une approche de la région en termes essentiellement commerciaux. La Chine importe environ 60 % de son pétrole de la zone moyen-orientale, et le président Xi cherche à étendre l'influence de Pékin dans la région avec son projet de nouvelle route de la soie, vouée à établir un réseau de liens de transport, et commerciaux, entre la Chine, le Moyen-Orient et l'Europe[4].

Pékin projette des éléments de *soft power* dans la région, avec plus de 1 000 soldats de la paix au Liban, au Sud-Soudan, au Darfour et au Sahara occidental. Plus significativement, l'intérêt croissant des autorités chinoises pour la région se traduit par une activité navale de plus en plus soutenue, avec notamment de fréquentes escales dans le golfe Persique[5].

Perspectives pour l'avenir

Une des conclusions qui s'impose clairement à Washington est qu'un coup de maître – militaire ou diplomatique – n'est pas concevable, qui permettrait de trancher et de résoudre tous ces problèmes en une fois. Il n'est guère imaginable non plus que l'administration américaine actuelle puisse obtenir des progrès décisifs dans les quelques mois d'exercice qui lui restent.

La prochaine administration devra donc s'appuyer sur deux points de départ. D'abord, il lui faudra établir des priorités claires, en acceptant de traiter les problèmes l'un après l'autre.

4. Sur la Chine au Moyen-Orient, voir O. Daniels et C. Brown, « China's Energy Security Achilles Heel: Middle Eastern Oil », *The Diplomat*, septembre 2008, disponible sur : <http://thediplomat.com> ; K. Johnson, « China Tops U.S. as Biggest Oil Importer », *Foreign Policy*, mai 2015, disponible sur : <http://foreignpolicy.com> et S. Tiezzi, « China's New Silk Road Vision Revealed », *The Diplomat*, mai 2014.

5. Sur l'activité de maintien de la paix et les escales chinoises, voir D. Sun, « China's Soft Military Presence in the Middle East » Middle East Institute, mars 2015, disponible sur : <www.mei.edu>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Ensuite, les autorités américaines devront admettre que presque tous les choix possibles, spécialement en Syrie, comportent des inconvénients significatifs, et que toutes les décisions entraîneront des risques substantiels. Ce constat a produit, dans les premiers temps du conflit, des désaccords dans les cercles dirigeants américains sur le moment et la façon de s'opposer le plus efficacement possible au régime et aux terroristes, avec pour résultat de reporter la prise de décision et de la rendre toujours plus difficile – illustration classique du choix qui consiste à ne pas choisir…

En termes de priorités, la prochaine administration américaine devra d'abord s'attacher à dissiper le sentiment que les États-Unis sont réticents à assumer leur *leadership*, ne sont pas fiables, ou ne s'engagent pas assez dans la région. Cette impression est injuste à bien des égards, en particulier au regard des efforts importants consentis par le secrétaire d'État John Kerry sur toute une série de dossiers. Et pourtant cette conviction est bien ancrée au Moyen-Orient ; elle renvoie à plusieurs épisodes : les hésitations de Washington sur la question égyptienne en 2011-2013, le manque de fermeté sur la « ligne rouge » censée interdire à Damas l'usage d'armes chimiques, la lenteur de l'engagement américain en Syrie ou, plus récemment, le contraste entre la politique américaine et la capacité du président russe Poutine – quels que soient ses motifs et ses méthodes – à mettre en scène des « faits sur le terrain » avec les forces russes envoyées en soutien de l'allié syrien.

Combattre ce sentiment suppose un engagement substantiel et un suivi attentif de la région. Des consultations étroites à haut niveau dans toute la région seront nécessaires, ainsi que l'élaboration d'une stratégie convaincante pour traiter les problèmes les plus urgents, et d'abord celui de l'EI. Se réfugier derrière l'idée que ce problème serait celui des pays de la région et qu'ils devraient le résoudre eux-mêmes serait une stratégie perdante. Les dirigeants concernés sur place admettent très largement que cela ne peut être fait sans l'aide des États-Unis. En dernière instance, la résolution du problème pourrait impliquer une présence physique accrue des Américains sur le champ de bataille – ce que les leaders moyen-orientaux appellent « mettre sa peau en jeu ».

L'État islamique, la Syrie, l'Irak

La Syrie et l'EI occupent le premier rang des priorités, qui incluent bien sûr la dimension irakienne du problème. Toute solution aura des répercussions considérables à tous niveaux : sur le statut du *leadership* américain, sur le rôle de Téhéran et de Moscou dans la région et, au-delà, sur le niveau de tension entre sunnites et chiites.

Les dirigeants américains ont désormais coutume de dire que le problème syrien est le plus complexe qu'ils aient rencontré depuis plusieurs

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

décennies – et l'EI en constitue le cœur. Si difficile qu'il ait été de combattre et de vaincre Al-Qaïda après le 11 Septembre, combattre Daech est plus difficile encore, ce dernier disposant de cinq atouts qu'Al-Qaïda ne possédait à aucun degré comparable.

La force de l'État islamique

Premièrement, l'EI a une stratégie globale sophistiquée, qui lui confère flexibilité et résilience. L'Institute for the Study of War (ISW) définit trois cercles concentriques de planification par le groupe : un « cercle intérieur » (Syrie, Irak, Jordanie, Liban et Palestine), pour lequel les objectifs sont la conquête, la défense et l'expansion ; un cercle de « l'étranger proche » (le reste du Moyen-Orient, jusqu'à l'Afghanistan, au Pakistan et à l'Afrique du Nord), avec la Libye pour principale plateforme externe, et pour objectifs l'établissement de filiales et l'accroissement du désordre ; et un cercle de « l'étranger lointain » (Europe, États-Unis, et zones d'Asie et d'Afrique subsaharienne), où l'objectif est d'attaquer et de diviser[6].

Deuxièmement, l'EI tient des territoires incomparablement plus étendus que ceux qu'Al-Qaïda a jamais réussi à contrôler. À l'heure où sont écrites ces lignes, il semble que le groupe ait perdu une part de ces territoires – entre 25 % et 40 % selon les modes de calcul – mais il détient toujours des villes importantes, Mossoul ou Falloujah en Irak, Raqqa en Syrie.

Troisièmement, il a de l'argent, même si ses ressources ont été atteintes par les attaques aériennes de la coalition sur ses sites de stockage bancaire et ses actifs pétroliers. Au regard d'estimations antérieures du patrimoine de l'EI – entre 500 millions et 1 milliard de dollars – et avec entre 1 et 3 millions de dollars par jour en provenance des seules recettes pétrolières, Daech a toutes chances d'être encore le groupe terroriste le plus riche de l'histoire, avec des moyens sans précédent pour acquérir l'expertise et le matériel destinés aux opérations[7].

Quatrièmement, l'EI a développé un discours de propagande élaboré et professionnel pour attirer les recrues potentielles, mettant l'accent sur le mode de vie censément gratifiant offert par le « califat ».

Enfin, comme le montrent les attaques de Paris, Bruxelles, Ankara ou ailleurs, l'EI dispose d'un accès aux cibles externes grâce à un nombre sans précédent de recrues possédant un passeport occidental – un objectif qu'Al-Qaïda a poursuivi sans relâche mais avec un succès limité.

6. Sur la stratégie de l'EI, voir : <www.understandingwar.org>.
7. Sur les finances de l'EI, voir Z. Laub et J. Masters, « The Islamic State », Council on Foreign Relations, mars 2016, disponible sur : <www.cfr.org>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Cette combinaison robuste rentre malaisément dans la formule classique du contre-terrorisme à trois volets : détruire le *leadership*, lui interdire l'accès à un refuge, transformer les conditions qui ont donné naissance à l'extrémisme. La stratégie antiterroriste doit certes garder ces trois objectifs, mais la priorité doit concerner ce que Carl von Clausewitz nommait le « centre de gravité » de l'adversaire : le point où un coup décisif peut faire le plus de dégâts sur la cause, l'équilibre ou les capacités de l'autre camp.

En l'occurrence, ce « centre de gravité » est sans doute constitué des territoires détenus par l'EI. Ce sont eux qui donnent substance et crédibilité à son discours, rendent possible la collecte des fonds, et lui procurent un refuge sûr pour l'entraînement et le recrutement. C'est sans doute la raison pour laquelle la stratégie actuelle des États-Unis consiste à étouffer lentement l'EI, à desserrer son emprise sur les territoires qu'il contrôle. Apparemment, cela fonctionne, mais à un rythme incertain – et Daech ayant démontré sa capacité à conduire des opérations externes, à établir des bases hors de son fief irako-syrien (surtout en Libye), le temps ne semble pas jouer en notre faveur. Une nouvelle administration américaine devra peut-être chercher à accélérer les choses, en particulier pour la reprise des grandes villes, objectif dont les échéances ont été régulièrement reportées.

Face à un problème aussi complexe, il faut reconnaître que les gains territoriaux contre l'EI sont nécessaires, mais non suffisants pour le vaincre. Résoudre l'autre donnée critique de l'équation implique de s'assurer que les gouvernements syrien et irakien prennent en compte les revendications des sunnites (respectivement 70 % et 20 % de leurs populations). En Syrie, les sunnites ont longtemps été maltraités par le régime tenu par la minorité alaouite. En Irak, ils ne se sont pas encore remis des discriminations subies sous le précédent gouvernement chiite de Nouri Al-Maliki. L'actuel Premier ministre, Haïdar Al-Abadi, également d'obédience chiite, a préparé un programme de réformes pour l'heure rejeté par la tendance dure des chiites, probablement soutenue par l'Iran. L'aliénation des sunnites, qui résident principalement dans les zones d'influence de l'EI, perdure donc. Tant qu'il en sera ainsi, Daech continuera d'attirer les sunnites et leurs sympathisants dans la région et au-delà.

Pour progresser, des efforts diplomatiques importants de Washington et de ses partenaires seront nécessaires, notamment lors des rencontres entre grandes puissances et nations intervenantes, à Vienne, Munich ou Genève. La tâche la plus complexe consiste à trouver la voie vers un gouvernement plus ouvert en Syrie – à supposer que les combats n'aboutissent pas à une partition durable du pays. À l'heure où sont

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

écrites ces lignes, les parties en présence sont fort loin d'un consensus sur l'issue et les résultats du conflit.

En somme, la solution de ces deux problèmes entremêlés – l'emprise territoriale de l'EI et les doléances des sunnites syriens et irakiens – constitue la seule issue au dilemme créé par l'EI et la fracture de l'Irak et de la Syrie. La coalition contre Daech est enfin engagée sur ces deux fronts, avec des progrès hésitants – trop insuffisants pour que la perspective ne demeure celle d'un combat de très long terme requérant patience stratégique et engagement opiniâtre.

Autour du nœud syrien

Au-delà de la zone irako-syrienne, la nouvelle administration américaine devra donner la priorité à une série d'autres dossiers, à commencer par l'accord sur le nucléaire iranien. Première tâche : surveiller la bonne volonté de Téhéran à se conformer aux restrictions imposées par l'accord sur la possession de centrifugeuses dernière génération, l'enrichissement de l'uranium (3,7 % au plus) et les réserves d'uranium enrichi (pas plus de 300 kg, soit environ 3 % du stock de début 2015). Jusqu'ici, aucune violation n'a été rapportée[8].

Deuxième tâche pour Washington : jauger le comportement de l'Iran dans d'autres domaines, et adapter corrélativement sa propre approche. Pour l'heure, Téhéran n'a pas fait montre d'une attitude moins agressive en matière de tirs d'essai de missiles, ou de soutien aux forces pro-Assad en Syrie, alors que de nombreux partisans de l'accord nucléaire espéraient que la coopération se diffuserait rapidement à d'autres domaines. Certains signes montrent pourtant que les bénéfices économiques de l'accord renforcent les forces pragmatiques rassemblées autour du président Rohani, qui constituent les principaux défenseurs de l'accord sur le nucléaire vu comme un moyen de réduire les sanctions économiques.

Si l'Iran a souvent démenti dans le passé les prédictions optimistes, les progrès enregistrés par les partisans de Rohani aux dernières législatives pourraient être le premier pas vers l'élargissement de l'influence des pragmatiques qui contestent la ligne dure du Guide suprême Khamenei et de certains éléments comme les Gardiens de la révolution. Les nouveaux dirigeants de Washington devront encourager ces tendances, tout en continuant à s'opposer à la politique étrangère iranienne de soutien aux terroristes et autres adversaires dans la région et au-delà.

8. Sur l'accord nucléaire iranien, voir J. Tirone, « Iran's Nuclear Program » *Bloombergview*, février 2016, disponible sur : <www.bloombergview.com>.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Le conflit israélo-palestinien était naguère considéré comme le problème dont la résolution pourrait avoir l'effet le plus salutaire sur la région. Si ce statut est désormais conféré au dossier syrien, toute administration américaine restera ferme dans la défense d'Israël. Mais l'espoir d'un progrès vers la résolution du conflit entre l'État hébreu et la Palestine a gravement reculé, du fait de plusieurs facteurs : le soutien déclinant accordé des deux côtés à la « solution à deux États » (les enquêtes du Pew Research Center de cette année montrent une chute de 24 % depuis 2014) ; la montée du terrorisme ; la fracture du mouvement palestinien entre la Cisjordanie et Gaza ; la politique de colonisation agressive d'Israël sur les territoires contestés ; et le caractère incertain de la transition à venir du *leadership* palestinien. Face à ce conflit, une nouvelle administration américaine se retrouvera pour ainsi dire à la case départ…

Ailleurs dans la région les nouveaux dirigeants de Washington devront porter une attention particulière aux relations avec l'allié de longue date qu'est l'Arabie Saoudite, dont la confiance a été ébranlée par l'accord sur le nucléaire iranien auquel elle s'est fortement opposée. Riyad se trouve en outre en pleine transition vers une nouvelle génération de dirigeants, qui n'a pas fait ses preuves, au moment où la chute des prix du pétrole – qui devraient rester bas dans l'avenir prévisible – entraîne une pression sans précédent en faveur d'une diversification de l'économie. Dans les trois dernières années, le budget saoudien tirait 70 % à 90 % de ses revenus du pétrole. Et les richesses pétrolières ont largement alimenté subventions et travaux publics – 60 % de la population active travaille dans le secteur public –, qui ont permis au pays d'échapper à l'agitation sociale ailleurs répandue.

Quelles relations avec l'Arabie Saoudite ?

L'Égypte, pays arabe le plus vaste, et bénéficiaire d'une assistance militaire américaine de 1,3 milliard de dollars, constitue un autre baromètre des tendances régionales. L'EI a désormais une présence significative dans le Sinaï, à l'est du Caire, où le groupe Ansar Beït Al-Maqdis a prêté allégeance à Daech, et reçoit des armes de la base libyenne de l'EI. Les attaques terroristes se sont multipliées dans le pays – plus de 700 dans les derniers 22 mois, contre moins de 90 dans les 22 mois précédents. L'Égypte compte plus de 40 000 prisonniers politiques et elle est un des pays au monde prononçant le plus de condamnations à mort – 509 condamnés en 2014.

Le président Abdel Fattah Al-Sissi a réussi à ramener un certain ordre dans le pays, mais l'économie reste fragile et soutenue principalement par des subsides de l'Arabie Saoudite, des Émirats arabes unis (EAU) et du Koweït. Si la population redoute le retour au chaos, Al-Sissi ne fait sans doute qu'imposer

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 06/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

un couvercle tout provisoire sur des tensions qui s'accumulent inexorablement, du fait du nombre des problèmes à résoudre, et de la force électorale des islamistes – démontrée en 2012. Une nouvelle explosion politique se produira vraisemblablement sous la prochaine administration américaine.

Si ces points resteront cruciaux pour Washington sous une nouvelle direction, celle-ci aura aussi d'autres objectifs dans la région : continuer à encourager la transition démocratique tunisienne, seule réussite des Printemps arabes, renforcer les liens avec les monarchies les plus progressistes comme la Jordanie, le Maroc ou les EAU, et aplanir la relation toujours complexe avec la Turquie, partenaire des États-Unis dans l'OTAN.

***

La perspective de l'indépendance énergétique américaine se profilant pour les prochaines décennies – en conséquence d'une hausse de la production, d'une meilleure préservation des ressources, et du développement de technologies plus « vertes » –, certains à Washington questionneront sans doute le maintien d'un engagement substantiel au Moyen-Orient. Mettre en cause cet engagement serait malavisé pour deux raisons.

Tout d'abord, les alliés de l'Amérique, vu leur proximité géographique et leurs besoins énergétiques, ne peuvent éviter de s'engager dans la région : s'en retirer signifierait, pour Washington, renoncer à son rôle de leader dans une zone essentielle pour ceux qu'il cherche à guider.

Ces dernières années ont, ensuite, confirmé l'adage bien connu des observateurs du Moyen-Orient : « Ce qui commence au Moyen-Orient ne reste pas au Moyen-Orient. »

Pour toutes ces raisons, une nouvelle administration ne pourra laisser les problèmes et priorités posés ailleurs détourner les États-Unis d'une région qu'ils ont contribué à façonner – pour le meilleur et pour le pire –, et dont les dynamiques continueront à peser directement sur un vaste éventail d'intérêts américains.

PE

Mots clés
Politique étrangère américaine
Moyen-Orient
Syrie
Terrorisme